



Agriculteurs en Colère Les revendications de la Confédération paysanne, pour sortir de la crise.

Le mot d'ordre de la Confédération paysanne est clair : « **Un revenu digne pour tous les paysans et paysannes** ». **Attaquons les racines du problème en offrant plus de protection sociale et économique aux agricultrices et agriculteurs.** Les solutions nécessitent une rupture avec les politiques néolibérales de la France et de l'Europe, qui sont en grande partie responsables de la détresse des paysans et du plan de "licenciement" massif qui transforme nos campagnes en désert agro-industriels.

Aujourd'hui, les paysans en ont assez, et des centaines d'entre nous se mobilisent pour exiger :

- Une rupture avec la mise en concurrence déloyale ! Grâce à **l'arrêt définitif des accords de libre-échange liés à l'agriculture**, dont celui du Mercosur et de l'UE.
- **L'instauration de prix planchers au niveau de notre prix de revient** (coûts et rémunération du travail, incluant les cotisations) pour tous nos produits agricoles, via une loi contraignante et efficace pour le revenu paysan. Ceci est indispensable, en complément de l'application stricte de la loi EGALIM.
- **L'instauration de prix minimum d'entrée sur le territoire national**, fixés au niveau de nos prix de revient, pour nous protéger des importations déloyales, tant sur le plan social qu'environnemental.
- **L'interdiction des surmarges de la grande distribution**, pratiquées sur les signes officiels de qualité (SIQO), notamment sur les produits bio.
- **Une hausse massive de l'accompagnement des agriculteurs dans la transition agroécologique** (cf rapport du Haut Conseil pour le Climat, sorti cette semaine). Le principal frein à cette transition est l'insuffisante ambition des politiques publiques, pas la volonté des agriculteurs et agricultrices de répondre à cette nécessité. Le succès des mesures agroenvironnementales (MAEC) parmi le monde agricole le prouve, c'est d'ailleurs le budget prévu par l'Etat qui est largement insuffisant. **Un budget suffisant et une répartition équitable des aides de la PAC est donc nécessaire.**

Nous souhaitons être rassembleurs sur des solutions d'avenir qui permettent à tous les paysans et paysannes de vivre dignement de leur travail et d'être reconnus pleinement par la société, pour leur rôle de **producteur d'alimentation de qualité** et d'acteurs de territoires vivants et accueillants.

Nous nous opposons donc fermement aux propositions :

- d'une réponse via la production d'énergies et leur rente associée.
- de réautorisation de produits phytosanitaires et de régression du droit de l'environnement.
- d'instrumentalisation d'une soi-disant « obligation de jachères » - pour s'exonérer des infrastructures agroécologiques, pourtant nécessaires sur nos fermes (haies, mares, prairies extensives...).
- de revendiquer des mesures favorables à l'industrialisation et à l'agrandissement des exploitations d'élevage, pour justifier de se battre sur des marchés mondialisés.
- d'accélération des projets de stockage de l'eau - en éludant toutes les questions du partage de l'eau dans le monde agricole.
- et de poursuivre une ambition d'augmentation de la production coûte que coûte, au détriment de l'emploi paysan, de l'environnement et de l'intérêt général.